

**COMMUNAUTE DE COMMUNES
MEDOC ATLANTIQUE**

REPUBLIQUE FRANCAISE

Siège :

**9 rue du Maréchal d'Ornano
33780 SOULAC-SUR-MER**

☎ 05.56.73.29.26

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES
DELIBERATIONS**

**SEANCE ORDINAIRE DU JEUDI 4 FÉVRIER 2021
D04022021/029**

PRESIDENT

Xavier PINTAT

ETAIENT PRESENTS :

Membres titulaires :

Patrick MEIFFREN, Florence LEGRAND, Jean-Marc SIGNORET, Christian BOURA, Laurent PEYRONDET, Yves BARREAU, Véronique CHAMBAUD, Jean-Pierre DUBERNET, Franck LAPORTE, Jean-Louis BRETON, Jean-Marie BERTET, Jean-Luc PIQUEMAL, Jacques BIDLUN, Catherine ROBINEAU, Frédéric QUILLET, Catherine GIANNORSI, Stéphane MARGALEF, Karine FORGERON, Christian BOURNIGAL, Patrick BURAN, Pascale COLMET MARZAT, Hervé CAZENAVE, Alexia BACQUEY, Arnaud DEBEVER, Jean-Yves MAS, Chantal PARISE, Dominique PATRAS, Marie-Hélène GIRAL, Jean-Marie REVAILLER, Evelyne MOULIN, Marie-Dominique DUBOURG, Tony TRIJOLET, Liliane DUBOIS, Christine GRASS

ETAIENT REPRESENTES :

Bernard LOMBRIL (pouvoir à Marie-Dominique DUBOURG)
Valérie DA COSTA OLIVERA (pouvoir à Tony TRIJOLET),

ETAIENT ABSENTS :

Thierry DESPREZ

ETAIENT ABSENTS EXCUSES :

Membres suppléants remplaçant
un membre titulaire

Membres suppléants

Bernard VILLENEUVE

SECRETAIRE DE SEANCE :

Franck LAPORTE

**Objet : RESSOURCES HUMAINES : RECRUTEMENT AU TITRE DE L'ACTIVITE ACCESSOIRE
D'UN AGENT PUBLIC**

Rapporteur : Laurent PEYRONDET, 1^{er} Vice-président

Vote : UNANIMITE

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, notamment son article 25 septies ;

Vu décret n° 2017-105 du 27 janvier 2017 relatif à l'exercice d'activités privées par des agents publics et certains agents contractuels de droit privé ayant cessé leurs fonctions, aux cumuls d'activités et à la commission de déontologie de la fonction publique, notamment ses dispositions des articles 5 à 12 ;

Vu les besoins du service de surveillance des plages, la Communauté de Communes procède au recrutement de sauveteurs aquatiques.

Considérant que ce recrutement peut concerner utilement un agent public, qui assurera, en sus de son activité principale et à titre accessoire, dans le cadre juridique des articles 1^{er} à 10 du décret du 2 mai 2007, il est proposé au conseil communautaire :

- de recourir à titre personnel au service d'un agent public, qui assurera en sus de son activité principale les fonctions de sauveteur aquatique de surveillance de baignade ;

- de fixer le service d'une indemnité forfaitaire horaire :
 - 17,98 €, allouée pour l'exercice des fonctions de chef de poste, dans la limite d'un plafond d'heures de travail effectif de 44 heures hebdomadaires en moyenne sur une période quelconque de 12 semaines consécutives (heures supplémentaires comprises)
 - 13,39 € allouée pour les fonctions de sauveteur aquatique équipier dans la limite d'un plafond d'heures de travail effectif de 44 heures hebdomadaires en moyenne sur une période quelconque de 12 semaines consécutives (heures supplémentaires comprises).

Le versement de la rémunération sera suspendu en tous cas d'indisponibilité physique de l'agent, au prorata des jours d'absence ;

Cette décision est établie pour une période de 6 mois à compter du 1^{er} juin 2021.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,

- APRÈS en avoir pris connaissance
- VU l'avis favorable du bureau communautaire du 28 janvier 2021, pour l'inscription de cette question à l'ordre du jour,
- OUI l'exposé du rapporteur,

DÉCIDE :

- de recourir à titre personnel au service d'un agent public, qui assurera en sus de son activité principale les fonctions de sauveteur aquatique de surveillance de baignade ;
- de fixer le service d'une indemnité forfaitaire horaire :
 - 17,98 €, allouée pour l'exercice des fonctions de chef de poste, dans la limite d'un plafond d'heures de travail effectif de 44 heures hebdomadaires en moyenne sur une période quelconque de 12 semaines consécutives (heures supplémentaires comprises)
 - 13,39 € allouée pour les fonctions de sauveteur aquatique équipier dans la limite d'un plafond d'heures de travail effectif de 44 heures hebdomadaires en moyenne sur une période quelconque de 12 semaines consécutives (heures supplémentaires comprises).
- que le versement de la rémunération sera suspendu en tous cas d'indisponibilité physique de l'agent, au prorata des jours d'absence et que la décision est établie pour une période de 6 mois à compter du 1^{er} juin 2021.

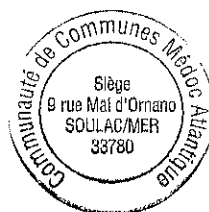
Nombre de membres en exercice : 38

Nombre de membres présents : 35

Nombre de suffrages exprimés : 37

Vote : Pour : 37 Contre : 0 Abstention : 0

FAIT ET DELIBERE LES JOURS MOIS ET AN QUE DESSUS
ONT SIGNE AU REGISTRE LES MEMBRES PRESENTS
COPIE CERTIFIEE CONFORME
FAIT À SOULAC SUR MER, le 04 FÉVRIER 2021



LE PRÉSIDENT,

Xavier **PINTAT**
Maire de Soulac-sur-Mer
Sénateur Honoraire de la Gironde